L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 25 AOUT 1888. 61me Année

Dufour & Bonnet.
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 25 AOUT 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

L'Abeille du 1er Septembre.

Nous publierons samedi, 1er septembre, une Revue complète des opérations financières et commerciales de l'exercice 1887-88 à la Nouvelle-Orléans. Cette Revue renfermera tous les renseignements désirables sur les progrès de l'industrie, l'état des récoltes, le cours des valeurs publiques, etc.

Notre numéro du 1er septembre devant être tiré à un nombre considérable d'exemplaires et expédié dans toutes les directions, les annonces qui y seront insérées auront une très grande circulation. Nous croyons devoir appeler sur ce fait l'attention du commerce et des parties intéressées en général.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs

PAR HORT & O'CONNOR : Propriété pour commerce et résidence Nos 101 et 103 rue Espagne près Bourgogne. La résidence élégance et les terrains spacieux No 253 rue Esplanade, coin Burbigny et les maisons en bois à deux étages No 120 rue d'Orléans et 171 173 et 175 rue St Claude.

PAR LE SHERIF : Au local No 115 rue du Canal, le contenu du dit local comprenant une buvette, comptoirs tables installations, verrerie vaisselle et autres articles.

Deux articles du journal la "République Française."

LE COMPTE DE LA FRANCE AVEC L'ITALIE

Dans notre article présentant le compte des pertes subies par l'Italie à l'exportation en France de ses principaux produits agricoles, nous disions : "Nous attendons que les Italiens fassent la démonstration des grandes souffrances que notre industrie doit subir—selon que l'ont affirmé leurs hommes d'Etat et leurs publicistes—par suite de la rupture de nos relations commerciales."

Eh bien, ce n'est pas la peine d'attendre. Nous avons pensé qu'il peut être intéressant de faire nous-même cette recherche, et nous l'avons faite. Nous allons en présenter le résultat pour l'édification de qui de droit.

Comme nous l'avons fait pour ce qui concerne l'Italie, nous allons prendre les articles qui intéressent le plus l'exportation française, ceux que le tarif général italien nouveau, majoré encore de 100 ou de 50 0/0, a eu pour objet d'atteindre le plus spécialement. Nous voulons parler des produits textiles manufacturés.

C'est cela surtout qui semblait intéresser l'Italie et c'est sur ces produits qu'elle a fait porter toutes les rigueurs de son tarif. Les Italiens pensaient et disaient que nos industries textiles en éprouveraient de grandes souffrances et que de la sorte, notre gouvernement serait amené à capituler.

Nous sommes heureux de leur apprendre qu'ils ont été mauvais prophètes et que d'ailleurs, à supposer que notre exportation tout entière de textiles—soit 416 francs de prescription à l'entrée en Italie—nos industries n'en fussent pas mortes.

En effet, la France exporte bon an mal an pour 700 à 800 millions de francs de produits textiles manufacturés dont, chiffre, l'Italie entre pour 30 à 35 millions, c'est à dire un peu plus de 4 pour cent. Ce n'est pas, comme on voit, une affaire absolument importante. Cependant il était intéressant de rechercher si, depuis la mise en pratique des tarifs de guerre, une lacune équivalente n'était produite dans notre exportation générale.

Or, c'est le contraire qui a eu lieu. Cette exportation qui, pour les six premiers mois de 1887, avait atteint au chiffre de 361,023,000 francs, s'est élevée, pour les six premiers mois de 1888, à 366,756,000 francs, en augmentation de *cinq millions sept cent trente cinq mille francs*, comme le démontre le petit tableau ci-dessous :

Exportation des produits textiles manufacturés par la France

SIX PREMIERS MOIS DES ANNÉES COMPARÉES

	1888	1887
	francs	francs
Laines de soie à bourre de soie	17 543	108 104
— de laine	159 040	169 034
— de coton	50 811	57 447
— lin et chanvre	1 417	3 476
— de jute	1 185	1 299
Fils de laine	16 009	16 873
— de coton	1 052	1 209
— de bourre	4 755	3 793
— de jute	743	540
Totaux	666 758	361 023

Il y a donc augmentation sur tous les articles, sauf sur les tissus de coton; mais la brèche constatée sur ce point n'a pas été faite entièrement par l'Italie qui ne compte, dans cette perte, que pour environ 1,200,000 francs. Le surplus provient d'une mauvaise grande expédition en Belgique, en Espagne, en Algérie et dans l'Amérique du Sud des tissus de coton mélangés qui ont perdu, à l'exportation totale, 1 million et demi de francs.

Mais revenons à l'Italie et au tort que ses tarifs nous ont fait.

Le tableau ci-dessus va l'établir exactement :

Nature des marchandises.	Six premiers mois 1888 valeur	Six premiers mois 1887 valeur	différence en moins en 1888	différence en plus en 1888
	francs	francs	francs	francs
Fils de chanvre et de lin écrus	3	3 500		3 497
Tissus de soie et bourre de soie	340 834	210 982		129 852
— mêlés	1		1	
Fils de laine	10 758	19 710	8 952	
Tissus de laine	1	2 163	2 162	
Passementeries de soie	10 748	6 873	3 875	
Tulles et dentelles	1	1		
Etoffes diverses de laine mêlée	1	1		
— de coton	1	1		
— mélangées	1	1		
Bonneterie	1	1		
Tissus de coton, percales, calicots	952 227	737 100	155 127	
— mêlés	10 000	125 000	115 000	
Fils de coton	133 888	61 000	67 888	
Tissus de coton	1 149 000	641 000		508 000
Tissus mélangés	234 000	42 000		192 000
Total				1 137 700

Ainsi nos pertes, de ce chef, sont de près de 7 millions et demi de francs. Pas tout à fait, car il faut en déduire 325,000 fr. pour un excédent de 8,898 kilogrammes qui s'est produit dans nos exportations en Italie de tissus de soie mélangés. Mon Dieu oui ! là, malgré les tarifs, notre exportation a été supérieure.

L'on voit que ce qui a le plus souffert, ce sont les tissus de laine et les draperies, en perte de plus de 4 millions, ce qui doit combler d'aise M. le sénateur Rossi. Il faut dire pourtant que si les industriels français ont été frappés de ce côté, ils ont pris des compensations par ailleurs. C'est ainsi que, malgré leur perte subie en Italie, nos exportations totales de draperies se sont élevées de 65 à 71 millions, en hausse de 6 millions ; nos exportations de lainages se sont accrues de 7 millions de francs, de 35 à 42 ; il n'y a eu perte, comme pour les cotons, que sur les étoffes mélangées, qui, décidément, ne semblent pas en faveur cette année-ci.

Ce qui ressort de l'ensemble de ces faits, c'est qu'en dépit de la perte d'un peu plus de 7 millions de francs subie par nos industries textiles à l'entrée en Italie, l'exportation totale de ces industries, pour les six premiers mois de l'année courante, est de plus de 8 millions et demi supérieure à celle de la période correspondante de 1887, ce qui prouve, comme nous l'avons dit plus haut, que nous avons réparé par ailleurs les pertes subies par suite de l'élévation des tarifs italiens et que nos industries ne périclireront pas de ce chef.

Les Italiens peuvent-ils en dire autant de ceux de leurs produits que la France ne leur achète plus : le vin, l'huile, les bestiaux ? Il y en a pour 150 millions. La *Riforma* s'est évertuée à expliquer qu'il ne fallait pas compter sur un seul marché, le marché français. Ce journal ultimatiste serait bien venu à nous dire sur quels marchés les Italiens écoulent les vins, les huiles et les bestiaux que la France ne leur achète plus.

A PROPOS DE MASSOUAH.

On a vu que M. Goblet, dans sa note aux puissances à propos des affaires de Massouah, maintient entièrement la thèse qu'il avait soutenue dès le début de l'incident. D'après notre ministre des affaires étrangères, le gouvernement italien avait réservé, jusqu'à ces derniers jours, la question de souveraineté sur le territoire de Massouah. M. Mancini, et plus tard M. Crispi lui-même, avaient pris soin de déclarer, soit à la tribune de la Chambre italienne, soit dans les communications diplomatiques relatives à Massouah, que l'Italie n'entendait pas faire acte de possession, mais, simplement acte d'occupation.

Le dernier document de ce genre date de 1886. L'Italie venait de signifier aux puissances le blocus de Massouah. La Porte protesta contre ce qu'elle considérait comme une atteinte à sa souveraineté. Même alors, la réponse de l'Italie contenait encore la même affirmation du caractère provisoire de l'occupation de Massouah.

La question de l'abrogation des capitulations est intimement liée à la question de souveraineté. Cependant, même si l'on considérait dès à présent la souveraineté de Massouah comme réellement transmise aux Italiens par l'occupation de fait, l'abrogation de capitulations ne résulterait pas implicitement de cette concession. Les précédents autorisent M. Goblet à soutenir que les capitulations n'ont pu être abolies, dans des cas analogues, qu'après des négociations avec les puissances intéressées. C'est ainsi que les choses se sont passées pour deux provinces de l'empire ottoman, la Bosnie et l'Herzégovine, et plus tard l'île de Chypre, qui avaient respectivement été placées en vertu de traités réguliers sous l'autorité de deux puissances européennes.

Telle est l'argumentation de M. Goblet. C'est maintenant aux cabinets étrangers, que cette affaire intéresse au même titre que nous, de faire connaître leur opinion.

Le gouvernement autrichien a déjà répondu en prenant bonne note de la communication que lui a adressée M. Crispi. Cette communication elle-même, qui a pour résultat la reconnaissance de l'autorité italienne à Massouah, n'a-t-elle pas un état de choses irrégulier ?

Ces questions de droit international public, reposant sur l'usage et sur les précédents dont la signification est souvent controversée, sont extrêmement délicates et demandent à être étudiées avec sang-froid et sans passion.

C'est ce que M. Crispi n'a pas voulu comprendre. Il a cru pouvoir glisser dans sa note aux puissances des attaques contre la France : double manquement au code de la politesse et aux usages diplomatiques. La presse étrangère, les journaux anglais notamment, ceux mêmes qui font profession d'appuyer constamment l'Italie et qui la traitent volontiers d'alliée, ont désapprouvé ces procédés.

Nous n'en avons rien dit, estimant que la réserve et la dignité que dans la diplomatie et de la presse françaises nous vengeaient mieux que tout le reste de pareilles incorrections.

Ce n'est pas que cette conduite étrange de M. Crispi nous laisse indifférents. Nous nous demandons avec étonnement ou M. Crispi veut en venir. Quel est le but de cette politique que le *Nord* appelait la semaine dernière une "politique de provocation" ? Est-ce pour M. Crispi la simple satisfaction d'injurier en tout son modèle M. de Bismarck ? Ou bien M. Crispi croit-il cette campagne nécessaire pour faire oublier les désastres causés par sa politique économique ?

Jetez un regard en arrière, voyez ce qui se passe depuis quelques mois. Entre les mains de M. Crispi, le moindre incident de frontière devient une affaire diplomatique, que dis-je ? des événements imaginaires ou inexacts deviennent des conflits internationaux. Vous rappelez-vous cette histoire du patron d'une barque italienne qui s'était vu canonner par l'escadre française, laquelle tirait à blanc ou même ne tirait pas du tout ; et ce coup de main projeté par la même escadre sur la Spezzia, et ces soldats qui ont passé par erreur le pied au delà de la frontière ; et tout récemment nos projets criminels sur Tripoli ? Je suis sûr d'en passer et des meilleures.

Enfin cet incident de Massouah, si insignifiant et si banal, un conflit comme il s'en élève tous les jours et partout, voyez, il prend aussitôt une forme quasi menaçante. Au lieu de négocier paisiblement, ou bien de remplir, pour tout concilier, une formalité inoffensive, voilà Jupiter-Crispi tonnant sur les choux ! Tous les cabinets européens sont saisis par lui de cette grave affaire..... et sous la forme que nous avons dite.

Tant que la politique extérieure de l'Italie sera menée de cette manière, il sera bien difficile de nous entendre. Peut-être le désir qui apparaît manifestement dans plusieurs feuilles italiennes importantes de renouer avec nous des relations commerciales, amènera-t-il la fin d'une petite guerre qui a ses périls.

Nous le souhaitons bien sincèrement.

Inondations et secours.

Le Conseil de ville vient de voter une somme de $5000 pour venir au secours des trop nombreuses victimes de l'inondation qui désole, depuis quatre ou cinq jours, une partie de la Nouvelle-Orléans. Des souscriptions viennent s'ajouter à ce subside accordé au malheur. Tout cela est fort bien et nous ne pouvons que remercier nos administrateurs et les honnêtes citoyens qui font ce qu'ils peuvent, le mal une fois fait, pour soulager tant d'infortunes. Il ne faudrait cependant pas trop nous vanter de nos générosités ; d'abord, parce que les sommes votées et souscrites, de si bon cœur qu'elles l'aient été, sont loin de répondre aux besoins des inondés ; puis, parce que, dans tout ce qui arrive, il y a un peu, si ce n'est beaucoup de notre faute. Une ville n'a pas à rougir des catastrophes qui surviennent inopinément et qu'elle n'a pu prévenir ni empêcher ; mais elle doit se frapper la poitrine, quand tous ces maux sont, en grande partie, les conséquences de ses négligences ou de celles des hommes qu'elle a depuis longtemps chargés de l'administrer — ce qui est absolument la même chose. Nou, cent fois non, nous ne faisons pas de générosité, encore moins de charité ; ce n'est que notre plus strict devoir que nous remplissons. Au fond, ce ne sont que nos propres victimes que nous secourons. Si nous avions eu un système de drainage convenable, aucun des désastres que nous avons à déplorer ne serait arrivé. La leçon que nous venons de recevoir est cruelle. Ce n'est pas la première ; sera-ce la dernière ? Nous n'osons l'espérer. Tant que nous n'aurons pas pris une ferme résolution, tant que des bonnes intentions nous n'irons pas droit au fait ; tant que nous ne forcerons pas nos administrateurs à nous donner un bon système de drainage, il n'y aura pas de sécurité pour notre ville.

On ne peut pas dire qu'il y ait eu ici, les démérites de la poire Kaiser. Ceux qui se proposent de cultiver ce fruit, feraient bien peut-être d'abandonner cette espèce, pour en cultiver d'autres, par la qualité desquelles tout le monde est d'accord.

Nous devons ajouter qu'il n'y a pas de fruit qui vienne mieux dans notre climat que la poire. Le jujubier, un exotique, déclare que notre pays, climat et sol, est mieux adapté à cette culture, même que la Californie et que le rapport de la poire est plus sûr que celui de la pêche. On reste étonné de voir que notre population néglige une aussi féconde source de revenu.

La poire est meilleure et plus savoureuse au goût que les trois quarts des pêches. Ce qui vient d'arriver fait bien voir quelle différence il y a entre les deux fruits : La poire n'a été que peu endommagée, cette saison, tandis que les pêchers ont été complètement détruits.

A. M. & J. Solari. — La grande épicerie de MM. A. M. & J. Solari, coin Royale et Douane, est toujours admirablement approvisionnée. Il n'y a pas de lacune dans son stock, qui comprend tous les articles imaginables—articles de choix, bien entendu. Nous appelons l'attention sur l'annonce que la maison publie aujourd'hui dans l'ABEILLE.

Loterie de l'Etat de la Louisiane.—M. J. G. Lallande, comptable au recouvrement des billets à la Banque Nationale de la Nouvelle-Orléans, signe quelques lignes dans l'*Abeille* de ce jour où il déclare avoir été mis en possession hier pour le compte d'un client de la banque, du quart du lot de 50100 gagné par ce dernier au tirage de la loterie quotidie ne de jeudi dernier. C'est un billet portant les numéros 30—32—34 que ce gain est échu et l'heureux client à nous ne nous est pas encore révélé ; il avait payé vingt-cinq sous au bureau de M. W. McComb Holmes, rue de la Douane 118.

Le retour à la santé rendu plus facile.—Si vous avez été malade et êtes convalescent, vous avez, généralement, recours aux moyens les plus prompts et les plus sûrs de regagner votre embonpoint, vos couleurs, d'habituer votre estomac à garder les aliments. A Hadidjeat dirigées par Mme Locquet toutes ces voix limpides, pures, avec un ensemble charmant, faisaient vibrer l'air de notes harmonieuses. Nous citerons les noms de Mme B..... et de Mlle Marie Capdeville qui ont chanté le "Crucifix" de Faure, ce cri de sublime amour du divin Crucifié, avec un art parfait. Ces deux accents émus qui ont fait tressaillir les âmes Mme Lanousaini avait consenti à faire résonner sous les voûtes de la Chapelle les notes perlées de sa voix d'artiste. Mlle Burke, ravissante jeune fille et M. Louis Grunewald prêtaient aussi leur gracieux concours à la Vierge de Gioffo.

Une allocution a été prononcée par le Rév. P. de Carrière. Touchant discours qui portera, nous l'espérons, ses fruits.

La quête a été faite par le Rév. P. Leduc dont le dévouement connu depuis tant d'années est au dessus de toute louange, de tout éloge.

Il faudrait une plume plus habile que la mienne pour décrire la solennité de cette fête. Dans tous les cas, les cérémonies chrétiennes ne se décrivent pas. Elles se sentent. Elles impriment dans l'âme un caractère qui ne s'efface pas, elles la préparent au repos aux joies de la *fête* éternelle. Quant à nous restons sous l'impression que nous venons de subir et dirons dans la Vierge des Bois, de le conserver tout sous vivant et fécond dans nos cœurs.

A. B.

LOUISIANE.

Le *Banner*, New Road, paroisse Pointe-Coupée, du 1er août :

Le capt. Paul C. Kingman, ingénieur des Etats-Unis, est revenu, hier, de l'embouchure de la rivière Rouge. Il rapporte que les deux rivières baissent rapidement et que l'espoir de maintenir le chenal ouvert à travers la Vieille Rivière, diminue de jour en jour. Il va, dit-on, continuer à faire marcher le bateau dragueur "George F. Rodt's", il pense ainsi maintenir un chenal navigable. Jusqu'à jeudi dernier, ajoute-t-on, le "Route" avait réussi à conserver une profondeur de 16 à 6 pieds d'eau.

Voilà, en effet, ce que l'on dit, mais il y a loin de là à la réalité. On répète la même chose, tous les ans, à la même époque—ce qui n'empêche pas que, le 1er octobre, la Vieille Rivière est généralement fermée à la navigation, et que le coton d'manchita et de la Haute Rouge est obligé, pour l'être transporté sur le marché, à temps, de prendre la voie romeuse du chemin de fer. Il est grand temps de mettre un terme à ce déplorable état de choses. Si les populations d'Ouachita, de la Rivière Rouge, de l'Atchafalaya et du Têche désirent avoir des communications, d'un bout de l'année à l'autre, si les hommes d'affaires de la métropole, veulent, jouir des mêmes avantages il faut que tous s'unissent, fassent des efforts communs et persistants, pour obtenir que le bayou Plaquemine reste constamment ouvert. Tous les ingénieurs qui ont bien étudié la question, sont favorables, affirment que l'ouverture de ce bayou donnera une navigation permanente.

Le *Réveil*, St. Martinville, paroisse St. Martin, du 18 août :

Une patate douce ayant 15 pouces de long et pesant deux livres, a été apportée à nos bureaux. Elle a été retirée de la terre, le 9 du mois, par *un Breau*, un vieux nègre qui travaille sur l'habitation Keystone.

—Les terres, dans le voisinage du Pont Breaux, augmentent en valeur. Celles qui, se vendaient il n'y a que quelques années, à raison de dix piastres l'arpent, ne pourraient pas s'acheter à moins de vingt piastres, aujourd'hui. Ce fait prouve que nos amis du Pont Breaux sont en voie de prospérité. Il nous semble que si un téléphone était construit entre le Pont Breaux et St-Martinville, nous mettant en communication directe et facile avec nos voisins du haut de la paroisse, nous en tirerions tous un grand avantage. Une compagnie, par actions d'un chiffre peu élevé, pourrait construire ce téléphone.

—M. Gauthier nous a envoyé un *freight bill* du chemin de fer du Morgan La. et T. R. R. pour le transport d'un jeune veau, du poids d'environ 125 livres, de la Nouvelle Orléans à St-Martinville. Par un tour de force dans l'art des chiffres, ce veau, qui n'a qu'un an, pèse d'après le registre, 2000 livres, poids sur lequel le compte est établi, à raison de 30 cents les 100 livres—ce qui fait la somme de $7 80.

M. Gauthier s'est adressé aux officiers de la compagnie, dans l'espoir qu'une dimunition serait faite sur le compte, mais on lui a répondu que cela ne pouvait pas se faire.

Le *Bulletin*, Marksville, paroisse Avoyelles, du 18 août :

Améliorations, partout des améliorations : voilà ce que l'on doit signaler, à Marksville ; les maisons s'y multiplient avec une rapidité étonnante. Si les choses continuent sur ce pied, pendant quelque temps, Marksville finira par atteindre Bayou du Lac. Ce qu'il nous faut maintenant, ce sont des chemins de fer ; nous avons besoin d'un service de "cars" dans nos rues, et nous l'aurons. Nous en avons déjà une ligne qui va de Marksville à ses faubourgs éloignés, sur la Rivière Rouge.

La *Rivière*, Morgan City, paroisse Ste-Marie, du 18 août :

[Nous tirons les renseignements qui suivent du *Ruston Caligraph* :

Notre manufacture de conserves continue maintenant ses registres de 75 à 84 employés salariés, dont les gages varient de 50 cents à $4 par jour. Chaque dollar payé aux employés est dépensé ici. En outre, tout l'argent déboursé pour l'achat des fruits et des légumes va dans la poche des habitants. N'est-ce pas là un énorme bénéfice pour la communauté ?

L'industrie des fruits, dans notre partie de l'Etat, sera dans peu d'années, extrêmement rémunératrice. Rien ne démontre mieux la possibilité du succès pour notre pays dans ce genre d'affaires, que notre fabrique de conserves en boîtes. Elle a prouvé au fermier que son verger, son jardin, peut lui apporter au moins autant, sinon davantage, que son maïs et son coton, surtout que ce dernier. Nous serons témoins de grands progrès, sous ce rapport, l'année prochaine.

Mardi dernier était le jour de règlement pour la fabrique ; elle a payé $ 1127 de pêches achetées, expédié cent boisseaux des mêmes fruits à la fabrique de Vicksburg, et rempli 9315 boîtes, de 3 livres, de pêches.

Depuis dix jours, les affaires de la fabrique sont brillantes ; les fruits arrivent en abondance ; les ouvriers suffisent à peine à la besogne et sont obligés de travailler 13 heures par jour. C'est évidemment notre meilleure institution.

Le *Times*, Shreveport, paroisse Caddo, du 22 août :

On a beaucoup discuté les mérites et valeurs sur les procédés reconnus les meilleurs pour sauvegarder les récoltes.

"Vaudrait-il inviter le professeur d'agriculture de votre département à se multiplier ; dans la circonstance, il devra parcourir le pays pour donner des conseils aux agriculteurs et faire partout des conférences appuyées de démonstrations pratiques sur les moyens de faire les moissons en mauvais temps et de préserver les gerbes contre les fâcheux effets de l'humidité excessive.

"Il aura soin encore de, renseigner les cultivateurs sur les moyens de sauver les fourrages à soigner et à faucher et d'améliorer les foins rentrés dans de mauvaises conditions : ensilage, meulons, foin brun, emploi de sel, etc."

Le 9e régiment de hussards sera transféré de Belfort à Valence. Le 11e régiment de hussards sera transféré de Valence à Belfort. Ces mouvements seront terminés vers le 20 septembre.

Les départements compétents ont été saisis d'une demande tendant à obtenir que les lies de vin d'origine italienne, qui sont soumises à un droit d'entrée, en vertu du tarif général du 28 février 1888, soient admises au bénéfice de l'importation temporaire, au même titre que les tartres bruts.

Appelé à donner son avis, le Comité consultatif des arts et manufactures a fait remarquer que le tarif admet implicitement, l'assimilation des lies de vin aux tartres bruts et qu'en toute hypothèse, on ne saurait refuser aux lies le bénéfice d'un régime consacré aux cristaux de tartre colorés, qui sont déjà des produits fabriqués.

Les deux départements du commerce et des finances ont, d'un commun accord, adopté ces conclusions sous la date du 10 juillet dernier.

Le président de la République a revêtu de sa signature un décret portant création d'un 21e régiment de chasseurs à cheval.

Le 21e chasseurs sera formé provisoirement à quatre escadrons et participera avec un escadron constitué sur chacun des 3e, 10e, 17e et 20e régiments de chasseurs à cheval. Le 4e escadron qui, dans chacun de ces quatre régiments, est désigné pour passer dans le nouveau corps.

Les 3e, 10e, 17e, 20e et 21e chasseurs seront complétés à cinq escadrons chacun par les remontes en hommes et en chevaux le permettront.

Suivant un avis adressé par le secrétaire d'Etat à l'intérieur, au département de la marine à Rostock, l'empereur Guillaume a fait partir pour une mission en Orient, à bord de son yacht *Hohenzollern*, le capitaine Guillot, commandant la frégate française *Antarès*, qui a contribué au sauvetage de l'équipage de la barque allemande *Charlotte-Lange*.

Le ministre de l'instruction publique vient d'adresser aux préfets une circulaire pour appeler l'attention sur les services qu'a rendus l'institution en vertu de laquelle on envoie à Fécamp, pour y fonctionner dans l'étude d'une fatigue spéciale, des jeunes gens sortant des écoles primaires supérieures.

Mais comme les ressources de l'Etat ne sont pas illimitées, le ministre estime que l'exemple qu'il donne doit être suivi par les conseils généraux ou les municipalités. Le conseil général de Saône et Loire l'a fait, l'année dernière, en votant sur les fonds départementaux la somme nécessaire pour l'entretien en pays allemand d'un jeune boursier se destinant à l'industrie.

M. Lockroy demande aux préfets de signaler au conseil général de leur département dans leur prochaine réunion, l'intérêt qu'il y aurait à multiplier et à généraliser ces efforts.

Nous avons eu déjà, maintes fois, l'occasion de signaler d'heureuses améliorations introduites dans le service des chemins de fer, sur l'initiative du ministère des travaux publics.

Nous avons à en constater aujourd'hui une nouvelle qui sera certainement très appréciée par les voyageurs.

Désormais, les gérants des bibliothèques gares ou il n'existe ni débit, ni bon débit de tabac, devront tenir des timbres-poste, des cartes postales, etc., à la disposition des voyageurs. Les heures de passage des trains pendant lesquelles les bibliothèques sont ouvertes.

En outre, indépendamment des boîtes installées à l'extérieur des gares, de petites boîtes mobiles seront placées, à titre d'essai, à l'intérieur d'un certain nombre de gares où s'arrêtent des trains express dans lesquels ne se trouve aucun agent des postes.

On écrit, de Copenhague, que Zola fait de grands préparatifs dans cette ville pour la réception de la délégation d'ouvriers que le Conseil municipal de Paris envoie à l'Exposition.

Le bourgmestre de Copenhague, M. Hanson, l'ayant solennellement reçu délégués ouvriers, et l'on parle d'organiser un grand banquet démocratique en leur honneur.

Il n'y a pas d'infection scrofuleuse qui puisse résister au pouvoir purifiant de la Salsepareille d'Ayer. Vendue par tous les droguistes.

Nouvelles diverses de France.

Par arrêté en date du 10 août, le ministre du commerce et de l'industrie, commissaire général de l'Exposition universelle de 1889, a institué une section dans l'exposition d'économie sociale. Cette nouvelle section prendra pour titre "Intervention économique des pouvoirs publics" et étudiera les questions suivantes :

Œuvres, institutions et établissements d'Etat ayant pour objet l'amélioration physique, intellectuelle et morale des individus.

Intervention des pouvoirs publics dans le contrat d'échanges et dans le contrat de travail.

Réglementation de la durée et du mode de travail par l'Etat ou par des municipalités.

Fixation d'un salaire minimum pour les ouvriers, série de prix pour les travaux des villes.

Tarification du prix de certaines marchandises, taxe du pain, taxe de la viande, boucheries, boulangeries et boucheries municipales, laiteries municipales, restaurants populaires et bazars municipaux, pharmacies municipales, bains publics.

Magasins municipaux pour les matières premières et pour les outils des associations ouvrières.

Travaux publics considérés comme annexes de l'assistance publique.

Entreprises municipales pour le transport en commun des voyageurs, pour l'éclairage des villes par le gaz ou l'électricité.

Construction et exploitation par l'Etat des chemins de fer et des canaux.

Bureaux de placement avec ou sans monopole. Bourses du travail.

Banques de crédit nationales ou municipales pour les ouvriers ou les associations ouvrières.

Avances ou subventions consenties par les villes ou par l'Etat aux sociétés coopératives ou coopératives de production.

Responsabilité des patrons en cas d'accidents, assurances facultatives ou obligatoires contre ces accidents.

Construction d'habitations économiques faites par les municipalités ou avec leur intervention.

Influence des lois qui règlent la transmission de la propriété, loi dite *homestead* pour la protection du foyer domestique.

Hygiène publique officielle, laboratoires municipaux, régime fiscal ou légal des boissons dans ses rapports avec la liberté du travail.

Intervention des pouvoirs publics dans les conflits entre les patrons et les ouvriers, assemblées accordées aux grévistes dans les villes.

Intervention des pouvoirs publics pour favoriser ou restreindre l'émigration ou l'immigration, taxe de séjour prélevée sur les ouvriers étrangers, naturalisation.

Commerce commerciale faite aux matelands extérieurs, par les marchands des quatre-saisons et les marchands forains.

Cette nouvelle section est composée comme suit : MM Léon Donnat, membre du conseil municipal de Paris, président ; Yves Guyot, député de la Seine, vice-président.

MM. Burdeau, député ; Fernand Faure, député ; Saint-Martin, membre du conseil municipal de Paris ; Paul Beurdeley, maire du 8e arrondissement de Paris, membres.

M. François Delonde, conseil, secrétaire.

La commission qui s'est réunie à Alger, sous la présidence du secrétaire général du gouvernement, pour rechercher le meilleur emploi à faire du crédit législatif de 500,000 fr. et des fonds à provenir de l'opération concertée avec le Crédit foncier pour venir en aide aux victimes des sauterelles, a terminé ses travaux. La somme à employer est de 5 millions 500,000 fr., à savoir : crédit voté par les Chambres, 500,000 fr. ; fonds à provenir de l'émission des bons à lots, 5 millions.

La commission a décidé que ces fonds seront répartis de la façon suivante :

1. Sommes dues et à payer immédiatement.

Remboursement à l'Etat des sommes avancées	50,000 fr.
Sommes à payer aux militaires qui ont été détachés (80,000 journées à 0,50 et 0,75).....	100,000 fr.
Main-d'œuvre indigène (2,309,742 journées à 0,50).....	1,160,000 fr.
Total.....	1,310,000 fr.

2. Sommes à mettre en réserve pour les mesures à prendre en vue de la campagne prochaine.

Ramassage des œufs (300,000 douzaines décalitres à 1 fr.)...	300,000 fr.
Achat d'appareils (300 kilomètres à 1,000 fr.)	300,000 fr.
Main-d'œuvre indigène (1 million 200,000 journées à 0,50 fr.)..	600,000 fr.
Total.....	1,200,000 fr.

Cette somme, ajoutée à celle de 1,310,000 fr., forme un total de 2,510,000 fr.

Il reste donc une somme de 2,990,000 fr. La commission a décidé qu'un million serait affecté à l'achat de graines pour semences, et que le surplus serait distribué d'après les évaluations du service des contributions directes.

La souscription aux Bons algériens faite sous les auspices du Crédit foncier, a été couverte plus de soixante fois. Pour 15 millions que le Crédit foncier demandait, il lui a été offert près d'un milliard.

Le nombre des souscripteurs a dépassé 125,000, malgré les mesures prises pour la limiter.

Après l'attribution d'un titre par souscripteur, la répartition se fera vraisemblablement sur la base de trois bons attribués pour mille bons souscrits.

Le ministre de l'agriculture a adressé aux préfets le télégramme suivant :

"La persistance de ces mauvais temps est de nature à causer de graves préjudices à l'agriculture. Les plus grands efforts doivent être faits pour éclairer les culti-

ERNEST C. VILLERE,
13 rue Carondelet,
Importateur et marchand de Vins fins, Comes-tibles de fantaisie, Vins rouges et blancs en fûts et en bariques, Cognacs, Sherries, Vins de Porto, Rums, Gins, Vins de la Californie, Champagnes de la Maison Moët & Chandon, Whiskies célèbres de Cahan, Kent & Co. Etc. 10 déc-1an

Avis.
$5.100. Nlle Orléans, 24 août 1888.
Le soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte du billet de combinaison No 30... tirage 26[illegible] de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, qui a gagné le Premier Lot de Cinq Mille Cent Piastres, le jeudi 23 août 1888, le dit billet ayant coûté la somme de vingt cinq sous, au bureau de W. McComb Holmes, 115 rue Bourse, et que le montant en a été promptement payé par ou chèque sur la New Orleans National Bank sur présentation du dit ringtième au bureau de la compagnie.
Pour la New Orleans National Bank
25 août—1f Ville.

A louer.
La propriété No 31 rue Bourbon près Bounanion et magasin à louer ensemble ou séparément.
A. & C. DENIS.
25 août—PFFF No 106 rue du Canal.

A. M. & J. SOLARI,
COIN ROYALE & DOUANE,
Ont en magasin et en débarquement :
100 caisses 1/4 Btes Sardines Olie 14/16 poissons.
200 caisses 1/4 Btes Sardines Olie 8/12 poissons.
1000 caisses Cerises à l'Eau-de-Vie, Qts Pts et 2/3 flacons.
200 paniers Huile d'Olive Plagniol.
100 caisses " Vierge, J. L. Duret & Co.
50 caisses Fromage Tête de Maure, marque.
2000 livres Fromage Romain.
1000 " Fromage Canestrato.
2000 " Fromage Parmesan.
503 " Fromage Cacio Cavallo.
100 Btes herbiages de 10 livres Anchois au sel.
50 caisses Confitures des Pyrénées.
1000 livres Chocolat Menier, de Paris.
1000 " Maillard, de New York.
50 barils Choc Choc de Crosse & Blackwell.
25 " Olives de Séville, "
25 caisses—2f

Société Française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.
Messieurs les sociétaires sont notifiés que l'Assemblée Générale Trimestrielle aura lieu à la salle, le DIMANCHE, 26 du courant, à 8 heures P. M.
Seconde discussion pour amender l'Art. 28 de la Constitution.
Par ordre du Président,
J. BAYLE.
L. SIMON, Secrétaire.
24 août—2f

A louer.
Une jolie maison de résidence avec toutes les améliorations modernes, très bien située, convenable pour un entrepreneur de pompes funèbres, située rue St Louis, près Rampart, 78, ayant un vaste Mathusbah à vendre. S'adresser sur les lieux. 19 août—2 sem PF

M. Alfred Roman,
Ex-juge de la Cour Criminelle, ayant repris l'exercice de sa profession, a ouvert son cabinet au No 26, rue Carondelet, au 1er. Il donnera toute son attention aux affaires civiles et criminelles qui lui seront confiées. Il s'occupera plus spécialement de causes criminelles à la Nlle Orléans et dans les paroisses St. Charles, St. Jean-Baptiste, St. Jacques et Assomption.
11août—1m.

VIEUX SALON.
AVIS AUX FAMILLES.
Une supérieure de Couvent, que l'on trouve toujours chez M. Poupet, 119 rue Royale, entend le célèbre vin de B. Grohé. Demandez à son restaurant, 40 rue Dauphine, 50 sous avec une demi-bouteille vin ordinaire pour 5 cents de plus ou 1 pinte demi-bouteille pour 75 cts Faites
17 fév 88—1anPF.

Avis.
$300,000. Nouvelle Orléans 13 août 1888.
Le soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de la First National Bank of Deadwood, Dak., un vingtième du billet No 3894, tirage à numéro simple, Classe H, de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, vingtième qui a gagné le Premier Gros Lot de Trois Cent Mille Piastres, le mardi 7 août 1888, et que le montant en a été promptement payé par un chèque sur la New Orleans National Bank sur présentation du dit vingtième au bureau de la compagnie.
A. J. DRYSDALE
Courtier de la New Orleans National Bank
Nlle Orléans, La.

Avis.
$300,000. Nouvelle-Orléans, 14 août 1888.
Le soussigné certifie qu'il avait en recouvrement pour le compte de Charles Wilson, Allemania, Pa., pour l'entremise de la Citizens National Bank de Meadville, Pa., un vingtième du billet No 3